



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



MERCOSUR : La FNSEA demande une rencontre avec le Président de la République

Paris, le 12 juin 2025

Alors que la Commission européenne multiplie les efforts pour présenter l'accord de libre-échange avec le MERCOSUR comme une réponse aux tensions géopolitiques et commerciales, la perspective d'une signature imminente inquiète fortement les agriculteurs français. La récente ouverture d'Emmanuel Macron à conclure cet accord, lors de la visite officielle du président brésilien, alimente les doutes sur les véritables intentions de l'Élysée. La FNSEA demande une rencontre urgente avec le chef de l'État afin d'éclaircir la position de la France et de discuter des prochaines étapes sur ce dossier crucial pour l'agriculture française.

Pour la FNSEA, la signature du traité de libre-échange avec les pays du MERCOSUR demeure inacceptable. Ses conséquences seraient désastreuses pour notre modèle agricole, notre souveraineté alimentaire et nos marchés économiques. La France a besoin de renforcer son appareil productif agricole pour assurer sa propre sécurité alimentaire et contribuer à celle de ses partenaires. Si la FNSEA reste attachée à des échanges commerciaux ouverts, ils doivent impérativement être équilibrés, équitables et respectueux des standards Français et européens, construits sur les efforts des producteurs.

CONTACT PRESSE :

Antoine Giacomazzo

antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

07 78 11 69 86

Dans ce contexte, il serait incompréhensible et irresponsable d'autoriser l'importation de produits agricoles ne respectant ni nos normes de traçabilité, ni nos interdictions en matière de substances actives, ni les engagements climatiques de l'Accord de Paris. Une telle décision constituerait une rupture inacceptable pour le monde agricole.

Enfin, laisser croire que des dispositifs de mesures miroirs ou de clauses de sauvegarde pourraient encore être introduits alors que les négociations sont achevées et suffiraient à apaiser les inquiétudes ne fait qu'aggraver le sentiment d'injustice et d'abandon ressenti sur le terrain.

Pour toutes ces raisons, la FNSEA demande à être reçue en urgence par le Président de la République afin d'éclaircir la position de la France sur ce dossier stratégique, qui sera, sans nul doute, un marqueur fort de ce quinquennat.

Dès à présent, et en complément à cette demande de rendez-vous, la FNSEA appelle son réseau à alerter les eurodéputés français sur le risque majeur que cet accord fait courir à l'agriculture européenne.

